

Symposium international

La démocratie dans l'entreprise face à la crise économique

Les arguments normatifs en faveur des systèmes de représentation au travail

Responsable scientifique : Patrick GUIOL Patrick.Guiol@univ-rennes1.fr

Ce symposium aborde la question des effets d'une gouvernance d'entreprise ouverte au dialogue social sous divers angles (santé, performance, citoyenneté, développement durable, etc.) et de ses incidences positives tant au niveau microéconomique que macroéconomique. On y abordera, aussi, de manière contradictoire la question paradoxale : Pourquoi ne voit-on pas plus d'entreprises « démocratiques », si leurs retombées sont si remarquables ? La singularité du sujet traité a exigé de rassembler des universitaires de disciplines différentes et de recueillir le témoignage de praticiens et syndicalistes, impliqués de longue date dans ces problématiques.

Remise au goût du jour par la crise, la régulation des flux financiers comme la plus grande ouverture des systèmes de représentation au travail suggèrent l'utilité d'une approche comparative critique des modes de gouvernance. La liste des arguments en faveur d'une orientation plus participative de la marche de l'entreprise est longue et, pour l'essentiel, connue. Elle va de l'argumentation morale relative aux valeurs humanistes en matière de dignité ou de justice, à l'approche plus théorique en termes de satisfaction au travail, jusqu'aux arguments plus techniques saisissant le partage du pouvoir comme facteur d'efficacité organisationnelle, sans oublier la question du stress au travail dont l'actualité montre les effets délétères. On pourra au cours de cette rencontre recenser et confronter les points de vue des chercheurs et des acteurs, ceux des employeurs, des salariés et des pouvoirs publics. Chacun contribuant à l'élaboration collective d'une expertise scientifique.

Le précipice à côté duquel vient de passer le monde occidental invite, il est vrai, à un examen sans concession De l'aveu même des dirigeants d'écoles de commerce, l'enjeu des systèmes de représentation au travail s'inscrit dans les suites du krach mondial de 2008. Le thème du dialogue social et d'une gouvernance plus participative est, à cette occasion, revenu en force dans le débat. Ce symposium a pour objectif de prendre au mot cette salutaire intention avant qu'elle ne sombre dans l'oubli d'un retour à la normale.

La remise en cause d'une boîte à outils obsolète. On abordera, ici, la faillite du mythe de l'actionnaire roi. S'agissant de la marche de l'entreprise, sera dénoncé dans une logique purement économique la légitimité longtemps admise de la mise à l'écart de l'apporteur de travail et son exclusion de toute espèce de droit à la parole. S'en tenir à la « phase financière » de la crise revient, en effet, à « oublier » de faire une analyse plus profonde des maux dont souffre notre économie, maux qui nuisent de façon endémique à l'équité sociale.

L'effet boomerang de la compression salariale dans le capitalisme financier globalisé. Ce qu'a montré aussi la récente crise financière puis économique, c'est l'effet boomerang de la pression sur les salaires. Là, aussi, on voit les conséquences de la mise à l'écart des apporteurs de travail. Reste la question de la consommation qui, elle, demeure tant que les pays émergents n'auront pas de marchés locaux suffisants, d'où l'éclairage particulier porté sur cette approche par la rémunération.

La prévention d'un nouveau krach ou prix du maintien des systèmes de protection sociale. Le symposium ne s'interrogera pas seulement sur cette double exclusion des apporteurs de travail comme facteurs explicatifs de la crise mais, aussi sur les leçons à en tirer. Il s'interrogera notamment sur les options qui s'offrent pour y remédier et prévenir toute récurrence, à savoir cette instauration d'une gouvernance participative qui nous semble, aussi, devoir s'imposer pour d'autres raisons dans un avenir proche. En contrepartie des efforts financiers exorbitants qui, à coup sûr, vont être demandés aux salariés au cours des prochaines années afin de sauver les systèmes de retraite et de protection sociale par répartition. En effet, il n'est pas exclu que face à la forte probabilité des tensions qui se profilent à l'horizon, le maintien de la paix sociale incite les pouvoirs publics à concéder l'instauration de mesures de gouvernance plus démocratiques. Ils y verraient un moyen habile de compenser les sacrifices demandés à défaut de les faire mieux accepter.

Qu'importe le bien-fondé de ces raisons. Durant les prochaines années la réflexion autour de la représentation des travailleurs dans les instances de direction ou de contrôle des entreprises est appelée à devenir une question prégnante. La question sociale regagnant, peu à peu, l'intérêt des chercheurs et des intellectuels trop longtemps distraits d'elle par d'autres problématiques sociétales. Ici, l'expérience coopérative s'érige en source d'inspiration utile à tous afin d'exhorter *Confiance, Responsabilité et Reconnaissance* sans lesquelles il n'est pas de vie au travail satisfaisante.